

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ASA 31/022/2006 – ÉFAI

Informations complémentaires sur l'AU 42/06 (ASA 31/010/2006 du 17 février 2006) et sa mise à jour (ASA 31/011/2006 du 20 mars 2006)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

ARRESTATIONS ARBITRAIRES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS MENACÉS

NÉPAL

Krishna Pahadi (h)

Devendra Raj Pandey (h)

Mathura Prasad Shrestha (h)

Shyam Shrestha (h)

ainsi que des centaines de militants de partis politiques et de membres de la société civile

Londres, le 25 avril 2006

Krishna Pahadi, Devendra Raj Pandey, Mathura Prasad Shrestha et Shyam Shrestha, qui étaient détenus pour délit d'opinion, sont au nombre des centaines de membres de la société civile et de militants de partis politiques qui ont été libérés le 25 avril, à la faveur d'une transition politique qui fera date au Népal.

Le 24 avril, à la suite de près de trois semaines de manifestations de grande ampleur organisées dans tout le pays pour protester contre le régime du roi Gyanendra, le monarque a annoncé le rétablissement du Parlement. Depuis qu'il s'était arrogé les pleins pouvoirs, le 1^{er} février 2005, il s'était appuyé sur les forces de sécurité pour mener une vaste opération de répression contre l'opposition. Des membres des partis d'opposition non violents avaient été arrêtés arbitrairement, passés à tabac et même, pour certains, abattus. Dans sa dernière déclaration en date, le roi Gyanendra a concédé que « *la souveraineté du Royaume du Népal [était] indissociable du peuple népalais* » et a salué « *l'esprit du mouvement populaire actuel* ».

Krishna Pahadi, ancien président de la section népalaise d'Amnesty International et fondateur de la *Human Rights and Peace Society* (HURPES, Société pour la défense des droits humains et la paix), Devendra Raj Pandey, ex-président de la branche népalaise de Transparency International, organisation de lutte contre la corruption, Mathura Prasad Shrestha, président de l'antenne népalaise de Physicians for social responsibility, une association de médecins, et Shyam Shrestha, rédacteur en chef de la revue politique *Mulyankan*, sont des dirigeants du *Citizens' Movement for Democracy and Peace* (Mouvement citoyen pour la démocratie et la paix). Ce mouvement a joué un rôle clé dans l'organisation des manifestations en faveur de la démocratie, l'année dernière.

Lors d'un entretien téléphonique, Krishna Pahadi a remercié tous les militants d'Amnesty International qui avaient envoyé des appels en faveur de prisonniers d'opinion népalais. Il s'est dit particulièrement reconnaissant envers les membres de la délégation d'Amnesty International qui leur avaient rendu visite, à Shyam Shrestha et à lui, alors qu'ils étaient en détention, en mars 2006.

« *La paix et les droits humains doivent maintenant être la priorité.* », a déclaré Krishna Pahadi. « *La politique de la violence doit cesser.* », a-t-il ajouté.

**Aucune action complémentaire n'est requise de la part des membres du Réseau Actions urgentes.
Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels.**

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*